

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

WT/LDC/HL/12/Add.12

27 octobre 1997

(97-4689)

**Réunion de haut niveau sur les mesures intégrées
en faveur du développement du commerce
des pays les moins avancés**

TABLES RONDES PAR PAYS: DOCUMENTATION

Zambie

Addendum

Document pour la table ronde concernant la Zambie.

ZAMBIE

LISTE DE QUESTIONS POUR L'EVALUATION DES BESOINS DE
COOPERATION TECHNIQUE LIEE AU COMMERCE

A. POLITIQUE COMMERCIALE

a) Secteurs dont le potentiel d'exportation est inexploité ou sous-exploité

- Agriculture

La Zambie dispose en abondance de terres et de ressources hydriques qu'elle pourrait utiliser pour la culture de produits d'exportation. Son important potentiel d'exportation agricole, dans la région et au-delà, est resté largement inexploité.

- Industries extractives

Le sous-secteur des pierres gemmes a été sous-utilisé. La Zambie est riche en gisements de pierres gemmes dont l'exploitation a été faite de manière illicite. La plus grande partie de l'extraction est faite par des personnes non autorisées, le taux de pierres qui disparaissent sans laisser de trace étant estimé à 90 pour cent.

- Energie

Un certain nombre de sources hydriques qui pourraient être utilisées pour la production d'électricité restent inexploitées.

- Tourisme

L'industrie du tourisme n'a pas été complètement développée.

- Secteur industriel

La base industrielle de la Zambie est très restreinte. Beaucoup de sociétés continuent à fonctionner en dessous de leurs capacités et le degré d'avancement technologique est insignifiant.

b) Point de vue du pays concernant les raisons des changements qui ont pu intervenir dans la structure et l'orientation des courants d'échanges (exportations et importations)

Pendant longtemps, l'économie de la Zambie a été dépendante de la production du cuivre pour l'exportation, qui représentait presque 90 pour cent de ses recettes en devises au début des années 70 et à la fin des années 80. Par ailleurs, l'économie était fortement tributaire de l'importation de produits manufacturés pour la consommation intérieure. Cela a grandement affecté les termes de l'échange, caractérisés par un très faible revenu des ventes à l'exportation et une forte demande d'importation de produits manufacturés. En conséquence, le gouvernement s'est mis à emprunter beaucoup à l'étranger, et a considérablement assoupli les disciplines financières. Cela a créé un déséquilibre chronique de l'économie. La base industrielle demeure dans une large mesure sous-développée, la production étant axée sur la production des biens de consommation, et non de biens d'équipement.

Dans ces conditions, la politique économique du gouvernement a été orientée de manière à passer d'une stratégie de remplacement des importations à une stratégie axée vers l'exportation, en

mettant l'accent sur la diversification de la base d'exportation. La politique économique actuelle met l'accent sur la diversification aussi bien horizontale que verticale. La diversification horizontale porte sur les produits d'exportation non traditionnels, notamment les pierres gemmes, le café, le coton, les textiles et le tabac. La diversification verticale se fait par l'intégration des secteurs agricole et minier pour une transformation plus poussée des produits avant exportation.

c) Objectifs récents de la politique commerciale par rapport à ce qu'ils étaient dans le passé

Dans le passé, la politique commerciale de la Zambie était orientée vers le marché intérieur, avec une intervention importante de l'Etat. Au cours des années 70 et 80, la structure du tarif douanier était caractérisée par un taux de protection élevé pour plusieurs lignes tarifaires. Il y avait des restrictions à l'importation. Les importateurs devaient obtenir une licence pour pouvoir importer des marchandises dans le pays.

L'Etat intervenait aussi souvent sur le marché des changes.

Les exportateurs devaient aussi obtenir des licences pour pouvoir exporter. Les droits de douane étaient excessivement élevés.

Le pays dépendait fortement des recettes d'exportation générées par le cuivre.

Actuellement, les objectifs de la politique commerciale peuvent être décrits comme suit:

1. Diversifier, afin de ne plus dépendre de la production et de l'exportation du cuivre, du cobalt, du zinc et du plomb, au profit des produits d'exportation non traditionnels, dans l'espoir d'élargir la base d'exportation.
2. Maintenir une économie ouverte en libéralisant le régime d'importation et d'exportation de façon à soutenir le développement industriel de la Zambie.
3. Soutenir et encourager l'exportation de marchandises à valeur ajoutée.
4. Rechercher de nouveaux débouchés et renforcer les liens commerciaux de la Zambie sur les marchés régionaux et internationaux.
5. Assurer une administration des douanes efficace.
6. Créer des relations commerciales loyales.
7. Améliorer l'allocation des ressources et la compétitivité des produits zambiens, de façon à accroître les réserves en devises de la Zambie.

ECLAIRCISSEMENTS

A c) La politique du Ministère du commerce et de l'industrie est une politique de consultation aussi large que possible du secteur privé avant toute décision. Le gouvernement a donc institué un dialogue avec le secteur privé.

Le gouvernement et le secteur privé se rencontreraient régulièrement afin de débattre des questions relatives au développement du secteur privé dans l'industrie et des problèmes commerciaux. Les hauts fonctionnaires du Ministère ainsi que les Ministres

participeraient à ces réunions. Toutefois, cela n'a pas bien fonctionné jusqu'à présent. En fait, c'est l'un des domaines que le gouvernement voudrait voir se développer.

d) Ministères chargés des questions de politique commerciale

Le Ministère du commerce et de l'industrie est responsable de la formulation, de l'examen et de l'administration des politiques commerciales.

D'autres politiques ayant un rapport avec le commerce sont élaborées et mises en oeuvre par d'autres Ministères, dans leur domaine d'activité respectif. Ces politiques sont ensuite soumises par voie de memorandum aux divers Ministères concernés et à ceux qui sont susceptibles d'être affectés par la législation proposée.

Le Ministère des finances et du développement économique est chargé des questions relatives au tarif douanier et à l'inspection avant expédition.

Le Ministère de l'agriculture, de l'alimentation et de la pêche est chargé des questions phytosanitaires.

Le Ministère de la santé est chargé des questions sanitaires.

Le Ministère des mines est chargé de l'exportation des minéraux.

Les organismes suivants sont chargés de l'application:

L'Administration fiscale zambienne est chargée de l'application des réglementations tarifaires et douanières, y compris les accords multilatéraux et bilatéraux sur les droits de douane.

Le Conseil des exportations de la Zambie s'occupe de la promotion des produits d'exportation non traditionnels et des échanges lors de foires commerciales internationales.

L'Office national de normalisation est chargé de l'application de la législation en matière de normes. Il s'occupe de la normalisation, des essais et de la certification des produits.

La Station de recherche du Mont Makalu s'occupe des questions phytosanitaires et de celles qui se rapportent à la quarantaine.

La Société générale de surveillance (SGS), une société privée sous contrat, est chargée de l'application de la réglementation concernant l'inspection avant expédition. Elle examine les marchandises de valeur avant l'exportation afin d'en établir la classification tarifaire, la quantité et la valeur.

La Commission zambienne de la concurrence surveille les pratiques commerciales restrictives des sociétés privées et défend la politique de la concurrence.

ECLAIRCISSEMENTS

A d) La coordination entre les différentes institutions, en particulier les Ministères, commence dès l'élaboration de la politique par la formation d'un comité devant comprendre toutes les institutions qui pourraient y intervenir. Dans les cas où il risque d'y avoir des chevauchements, des consultations ont habituellement lieu afin de les éviter, ce qui ne veut pas dire qu'il n'y en ait jamais eu.

La coordination du commerce des services est assurée par le Ministère du commerce et de l'industrie en collaboration avec les institutions suivantes: Ministère des finances, Ministère du tourisme, Ministère des transports et des communications, Administration des télécommunications, Ministère de l'énergie, Société zambienne d'approvisionnement en électricité. Les questions relatives à la propriété intellectuelle sont coordonnées par le Ministère du commerce et de l'industrie, notamment par le directeur du registre des sociétés, tandis que la responsabilité du droit d'auteur incombe au Ministère de l'information qui bien sûr collabore avec le directeur du registre des sociétés. Un nouvel organisme, dénommé Société zambienne de protection du droit d'auteur pour les oeuvres musicales, est chargé, entre autres choses, de percevoir les redevances.

e) Secteur privé et établissements universitaires associés à l'élaboration de la politique

Le gouvernement a institué une concertation avec le secteur privé. Il essaie, par ce biais, d'associer autant que possible le secteur privé et les établissements universitaires à l'élaboration et à la conduite de la politique commerciale.

f) Institutions pouvant jouer un rôle dans la mise en oeuvre de projets liés au commerce au niveau local

- Conseil des exportations de la Zambie - promotion de la production pour l'exportation;
- Office national de normalisation;
- Conseil de protection de l'environnement de la Zambie - questions commerciales liées à l'environnement;
- Commission zambienne de la concurrence;
- Station de recherche du Mont Makalu;
- Université de Zambie - Département d'économie;
- Association économique de la Zambie;
- Association zambienne des industries manufacturières;
- Association zambienne des chambres de commerce et d'industrie;
- Union nationale des agriculteurs;
- Association zambienne des fabricants de produits textiles;
- Association zambienne des cultivateurs exportateurs.

ECLAIRCISSEMENTS

A f) Le Conseil des exportations de la Zambie (EBZ) est un organisme gouvernemental établi en 1985 pour promouvoir, développer et encourager l'exportation de produits non traditionnels. Il est principalement financé par les pouvoirs publics; ses membres versent une cotisation annuelle de 50 dollars EU et contribuent aux coûts liés aux activités de promotion, y compris les foires commerciales. L'EBZ est également chargé de la réalisation de projets financés par des fonds étrangers qui touchent à son domaine d'activité. Les projets dont la coordination est assurée par l'EBZ sont des projets qui peuvent contribuer au développement et à l'expansion de l'exportation de produits non traditionnels. Par exemple, l'EBZ met actuellement en oeuvre un Programme de développement des exportations, qui a pour objectif d'aider la Zambie à surmonter ses difficultés dans le domaine de la production et de l'exportation dans un certain nombre de secteurs, en particulier l'horticulture et la floriculture, le tabac, le café, et les textiles et le coton.

Ce programme est financé par l'intermédiaire du Fonds de développement des exportations et consiste à fournir des facilités de financement des exportations (pour un montant de 5 millions d'écus) et une assistance technique (pour un montant de 5 millions

d'écus) pendant une période déterminée (cinq ans à compter de 1993). Le rôle de l'EBZ consiste à incorporer des prescriptions administratives au projet afin d'assurer sa réussite.

g) Principales lois et réglementations en matière de politique commerciale - à l'exportation et à l'importation

Les principaux textes législatifs régissant le commerce extérieur de la Zambie sont la Loi sur les douanes et les droits d'accise et la Loi sur le contrôle des marchandises. Ces lois réglementent, entre autres, l'importation et l'exportation de marchandises, les règles d'origine, l'évaluation en douane, les concessions tarifaires, le Tribunal des questions tarifaires, les droits d'accise, et les droits antidumping et compensateurs.

Il y a également les textes suivants:

Loi sur le contrôle des marchandises

Loi sur les produits alimentaires et les médicaments - concernant la production et l'étiquetage des produits alimentaires et l'importation des produits pharmaceutiques.

Loi sur les végétaux, les parasites et les maladies.

Loi sur la concurrence et les pratiques commerciales loyales.

Loi sur la normalisation.

Loi sur le droit d'auteur et les droits relatifs aux interprétations ou exécutions.

Projet de loi sur la santé et l'élevage des animaux (en cours d'élaboration).

Réglementation en matière d'inspection avant expédition.

h) Principal instrument de la politique - les droits de douane sont le principal instrument de la politique commerciale

Les produits suivants sont assujettis à des interdictions d'importer:

- a) fausses pièces;
- b) tous produits indécents, obscènes ou contestables;
- c) tous produits risquant de corrompre moralement la population;
- d) produits fabriqués dans les prisons ou les pénitenciers;
- e) quiliba (drogue);
- f) boissons spiritueuses contenant des préparations, extraits ou essences ou des produits chimiques nocifs ou préjudiciables;
- g) véhicules équipés d'un volant à gauche;
- h) armes et munitions;
- i) substances minérales radioactives; et
- j) espèces menacées.

L'importation d'alambics et de tous appareils, ou leurs parties, susceptibles d'être utilisés pour la fabrication ou la distillation d'alcool est interdite, sauf si l'importateur détient une autorisation écrite de l'inspecteur des douanes. La Zambie n'applique aucune restriction quantitative.

L'agrément est requis pour les produits nocifs pour l'environnement, pour la santé des personnes et des animaux et pour les végétaux, et pour des raisons de sécurité. Les produits visés comprennent les produits d'origine animale, les végétaux, les drogues, ainsi que les armes et les munitions.

Le droit de douane le plus élevé est de 25 pour cent.

Un droit d'accise est perçu sur les produits suivants:

Sucres de canne et de betterave et certains produits dérivés, boissons, tabacs et certains produits dérivés et succédanés, produits pétroliers, pneumatiques et chambres à air. Une autre taxe intérieure est la taxe sur la valeur ajoutée.

i) Dispositions pour la mise en conformité avec les Accords de l'OMC

La législation zambienne est en cours de réforme pour être rendue conforme aux dispositions de l'OMC. Certains domaines à modifier ont été recensés dans les lois relatives au commerce, qui seront donc amendées en conséquence.

Afin d'assurer le respect des règles et dispositions de l'OMC, des domaines de formation, tels que la formation des fonctionnaires des douanes, des magistrats et des fonctionnaires des ministères directement concernés par les questions de l'OMC, ont également été recensés.

Le gouvernement s'est aussi engagé à respecter ses obligations de notification, et un examen de la politique commerciale de la Zambie a été effectué en septembre 1996.

Le gouvernement a pris contact avec l'Agence des Etats-Unis pour le développement international (USAID) afin d'obtenir une aide, et des négociations sont en cours.

j) Connaissance du cadre de l'OMC

Institutions gouvernementales et paragouvernementales: certains fonctionnaires ont eu le privilège de participer à des ateliers et séminaires consacrés aux questions liées à l'OMC organisés par le Secrétariat de l'OMC, la CNUCED, les membres du CCI et d'autres organisations internationales. Toutefois, les fonctionnaires ne sont pas tous au courant des détails du cadre de l'OMC, et une formation dans ce domaine leur serait donc nécessaire. Les fonctionnaires qui devraient suivre cette formation sont ceux du Ministère du commerce et de l'industrie, et d'autres Ministères comme le Ministère des finances et du développement économique, le Ministère des affaires juridiques, le Ministère de l'agriculture, de l'alimentation et de la pêche, le Ministère des transports et des communications, le Ministère du tourisme, et des institutions telles que le Centre zambien pour l'investissement, etc.

Le secteur privé: même s'ils connaissent l'existence de l'OMC, très peu d'opérateurs connaissent bien le cadre de l'OMC.

k) Besoins d'assistance technique pour la mise en conformité

1. Réformes législatives - recensement des domaines nécessitant de nouveaux textes législatifs ou la modification de textes existants.
2. Assistance pour sensibiliser le public au moyen d'ateliers et de séminaires.
3. Formation à la surveillance du respect des réglementations, pour les fonctionnaires publics directement concernés par les questions de l'OMC et les fonctionnaires des douanes et de la police.
4. Création d'une banque de données.
5. Assistance afin de comprendre et d'interpréter les dispositions des Accords de l'OMC.

l) Besoins spécifiques d'assistance technique

Evaluation en douane: réforme législative.

OTC: création d'un laboratoire d'essai et d'un centre de documentation.

SPS: réformes législatives et création de services d'inspection pour les produits alimentaires importés et exportés.

Accès aux marchés: accès aux tendances en matière de production et aux informations concernant les marchés, aux négociations commerciales et aux services de consultation de spécialistes, et assistance financière pour la recherche de marchés et pour les missions et foires commerciales.

Accord sur l'agriculture: formation des fonctionnaires s'occupant des questions sur lesquelles porte cet accord, afin d'assurer le respect des obligations de notification.

ADPIC: assistance pour faire respecter les droits de propriété intellectuelle; acquisition d'un matériel moderne pour la détection de marchandises qui portent atteinte à un droit; réformes législatives, formation intensive aux questions de propriété intellectuelle pour le corps universitaire, les fonctionnaires des douanes, les magistrats, la police et d'autres fonctionnaires directement concernés par les questions de propriété intellectuelle; acquisition d'un matériel pour l'établissement de bases de données scientifiques et technologiques concernant la propriété intellectuelle.

Mesures antidumping et compensatoires: besoin de formation pour enquêter dans le domaine des pratiques commerciales déloyales. Elaboration de lois en matière de lutte contre le dumping et modification de la législation concernant les mesures compensatoires.

Mesures de sauvegarde: élaboration d'une législation concernant les mesures de sauvegarde.

m) Evaluation des capacités actuelles en matière d'analyse commerciale et de négociations

L'analyse de la politique commerciale est très peu poussée à cause du manque d'informations essentielles sur les marchés. Il n'y a aucune documentation ni mise à jour convenables concernant les questions commerciales. Les établissements universitaires ne font que très peu de recherches sur la mise en pratique des politiques commerciales.

Les capacités de négociations sont également faibles à cause du manque de formation professionnelle en techniques de négociation.

B. OBSTACLES A L'EXPANSION DU COMMERCE

a) Éléments qui bloquent le développement d'une capacité soutenue d'exportation

- Manque de financement.
- Taux d'intérêt intérieurs élevés. Les taux d'intérêt réels et nominaux très élevés sur le crédit intérieur ont été préjudiciables à l'investissement et à la production.
- Manque d'éducation et de formation spécialisées, et de recherche-développement en science et en technologie.
- Infrastructure insuffisante.
- Manque d'information sur les marchés, les technologies et la concurrence.
- Insuffisance de la capacité du transport aérien de marchandises, surtout pour les produits périssables tels que les roses et les légumes verts.
- Niveaux de production trop bas pour pouvoir influencer sur le marché mondial.
- Existence d'obstacles tarifaires et non tarifaires. Des obstacles tarifaires importants existent dans l'Union douanière d'Afrique australe (SACU) qui représente un marché potentiel vaste et lucratif pour les produits zambiens.

- Manque de laboratoires pour les tests de qualité en vue de satisfaire aux normes internationales.
- Coût de production élevé dû à la faible utilisation des capacités. Les niveaux de production sont bas, ce qui limite sérieusement le développement des exportations. Par ailleurs, la production destinée à l'exportation ne concerne que quelques groupes de produits agricoles et de produits manufacturés.
- Coût du transport élevé, la Zambie étant un pays sans littoral.
- Les informations sur les marchés sont insuffisantes pour inciter à se lancer dans des activités d'exportation.
- Aucune incitation n'est prévue pour les producteurs de produits d'exportations non traditionnels.
- La fabrication sous douane et la ristourne de droits de douane ne couvrent que les intrants, et non le matériel et les machines, les pièces de rechange, les biens de consommation ou d'autres aides aux industries manufacturières.
- Au cours de la seconde moitié de l'année 1996, il y a eu des conflits civils au Zaïre et au Burundi, qui sont des marchés d'exportation pour la Zambie. Les sanctions imposées au Burundi en août 1996 ont fait perdre des commandes à beaucoup d'exportateurs zambiens.
- La taxe sur la valeur ajoutée perçue sur les biens d'équipement et les intrants est payable d'avance. Bien que remboursable pour les intrants, cela entraîne une augmentation du coût de l'investissement et immobilise des fonds de roulement, le remboursement de la TVA constituant une aide effective tardive.

b) Blocages institutionnels

Manque de banques de données et de réseaux d'information dans les principales institutions ministérielles dans le domaine des informations sur les marchés.

- Insuffisance des ressources humaines pour recueillir et diffuser des informations concernant les marchés, manque de main-d'oeuvre expérimentée capable d'effectuer des missions de recherche de marchés.
- Le bas niveau de compétences en matière de gestion et de connaissances techniques constitue l'une des entraves au développement et à la compétitivité industriels.
- Contraintes financières exercées par les organismes de prêt. Les banques commerciales locales n'accordent le plus souvent que des prêts à court terme, et elles sont donc dans l'incapacité de pourvoir aux besoins d'un secteur d'exportation en rapide expansion. Par ailleurs, le coût du crédit intérieur est prohibitif.
- Le manque de crédit en monnaie forte ou l'impossibilité d'y avoir accès empêche les sociétés de tirer pleinement parti des éventuels avantages comparatifs.

c) Principaux éléments qui bloquent la diversification des exportations

- Manque de financement du développement des exportations.
- Manque d'informations sur la commercialisation.
- Obstacles tarifaires et non tarifaires prohibitifs sur les marchés d'exportation.

ECLAIRCISSEMENTS

B c) Dans le cas présent, les obstacles tarifaires et non tarifaires prohibitifs suivants sur les marchés d'exportation ont été recensés:

1. C'est surtout le marché de la SACU qui pratique des droits de douane prohibitifs, en appliquant en particulier des taux de droits élevés aux produits importants pour la Zambie. Ainsi, certains pays de la SACU qui sont aussi membres du COMESA (Lesotho, Namibie et Swaziland) bénéficient de préférences dans le cadre du COMESA lorsqu'ils exportent vers la Zambie, mais n'appliquent-ils pas le même traitement aux exportations zambiennes vers leurs marchés. Pour un pays comme la Zambie, qui n'est pas en mesure d'offrir des incitations substantielles aux industries exportatrices, un petit point de pourcentage dans la structure tarifaire d'un marché d'importation ferait une grande différence.

2. Dans le cas présent, les obstacles non tarifaires sont constitués par les contrôles à l'importation en Afrique du Sud qui s'appliquent aux pneumatiques et chambres à air neufs pour lesquels une autorisation d'importation est exigée.

3. Les offices de contrôle de la Namibie qui s'occupent de la commercialisation de graines de maïs, de blé et de tournesol ont classé ces produits parmi la catégorie des cultures contrôlées dont les prix sont fixés par le Ministère de l'agriculture, et qui nécessitent une licence pour la transformation et des autorisations pour l'importation. Par ailleurs, ces offices sont les seules entités à pouvoir délivrer avec l'accord du Ministre de l'agriculture des autorisations pour l'importation des produits susmentionnés.

Une petite redevance est perçue sur toutes ces cultures contrôlées.

4. L'Afrique du Sud applique des contingents pour l'importation de certains produits agricoles et de certains textiles et vêtements.

B c) Exemples concrets de l'existence d'obstacles tarifaires et non tarifaires prohibitifs sur les marchés d'exportation

Autres raisons du manque de diversification des exportations:

1. Coûts de transport élevés.
2. Incapacité de s'adapter à l'évolution de la technologie, de la mode (dans le domaine des vêtements).

d) Raisons de l'insuffisance de l'investissement dans la production de marchandises et de services

- Manque de financement à long terme.
- Coût élevé de l'investissement dans la recherche-développement.
- Taux d'intérêt intérieurs élevés sur le financement des investissements.

ECLAIRCISSEMENTS

B d) Raisons de l'insuffisance de l'investissement

1. Les taux d'intérêt élevés et le manque de financement à long terme ont empêché la plupart des entreprises de développer et de moderniser leurs exploitations.

Les établissements financiers ont maintenu une politique rigide, et ont préféré dans la plupart des cas rechercher un nantissement total en n'accordant que des prêts à court terme.

2. Les contraintes imposées par la politique et les procédures gouvernementales. Par exemple, l'acquisition d'une propriété commerciale pour créer une entreprise peut prendre deux ans.

3. La pression continue visant à réduire les dépenses publiques afin de les faire concorder avec les recettes a eu une incidence négative sur les investissements publics. L'effet en a aussi été fortement ressenti par le secteur privé, qui a hésité à investir.

4. L'insuffisance de l'infrastructure - la qualité des services d'entretien des infrastructures comme le réseau routier, le réseau d'égouts, d'électricité et les télécommunications posent des problèmes à ceux qui désirent créer une entreprise.

5. Le manque de ressources a conduit à des investissements insuffisants dans la recherche et le développement. Les entreprises n'ont pas la possibilité d'utiliser des méthodes de production récentes, par exemple, et elles sont donc incapables de produire des marchandises qui pourraient concurrencer les produits importés.

e) Politique nationale visant à encourager les possibilités d'investissement lié à l'exportation

La Zambie a adopté une politique délibérée de promotion de la production destinée à l'exportation.

Des avantages tarifaires et fiscaux ont été prévus pour encourager la production destinée à l'exportation. Les exportateurs bénéficient d'une ristourne de droits de douane sur les intrants utilisés pour la fabrication de produits d'exportation, et les marchandises entreposées en douane ou transformées sous douane sont en principe exemptées de droits de douane et de taxes, lorsqu'elles sont destinées à la production de marchandises d'exportation.

La Loi sur l'investissement offre aussi aux exportateurs non traditionnels titulaires d'une autorisation d'investissement un taux préférentiel de l'impôt sur le revenu de 15 pour cent alors que le taux courant est de 35 pour cent.

Le Conseil des exportations de la Zambie exécute les projets financés au moyen de fonds étrangers pour promouvoir, développer et encourager l'exportation de produits non traditionnels. Les milieux d'affaires zambiens sont encouragés à utiliser le programme de développement des exportations financé par l'Union européenne afin d'aider la Zambie à surmonter ses difficultés dans le domaine de la production et de l'exportation de produits non traditionnels comme les produits de l'horticulture et de la floriculture, le tabac, le café, les textiles et le coton.

Par l'intermédiaire de sa ligne de crédit pour les cultivateurs de roses, la Banque européenne d'investissement a accordé des prêts pour l'agrandissement des installations existantes ou l'établissement de nouveaux projets concernant les roses.

Le deuxième Fonds pour le café de la Banque mondiale a accordé des prêts pour établir de nouveaux projets d'exportation de produits appartenant au secteur de l'horticulture.

Le Programme de développement des entreprises, un projet de la Banque mondiale, soutient la production orientée vers l'exportation sous l'égide du Ministère du commerce et de l'industrie.

Il y a aussi des propositions de création de zones industrielles travaillant pour l'exportation ou de sites industriels entièrement nouveaux.

Dispositions prises pour examiner, élaborer et négocier les arrangements contractuels avec les investisseurs étrangers.

La Zambie a créé une agence de promotion de l'investissement, dénommée Centre d'investissement de la Zambie, chargée de négocier des arrangements contractuels.

ECLAIRCISSEMENTS

B e) Expérience de la Zambie en matière de zones industrielles travaillant pour l'exportation

La Zambie n'a pas encore créé de zones industrielles travaillant pour l'exportation; cette idée n'en est qu'à son premier stade, celui du rassemblement de données pour permettre au gouvernement de décider quelle forme ces zones devraient revêtir.

Système de ristourne de droits de douane

Le système de ristourne de droits de douane ne couvre que les intrants, et non le matériel et les machines, les pièces de rechange, les biens de consommation ou d'autres aides aux industries manufacturières. Par ailleurs, les ristournes ne sont pas effectuées dans les temps. Il faut concevoir et mettre en oeuvre une meilleure gestion du système de ristourne de droits de douane.

f) Principaux obstacles au transfert, au développement et à l'acquisition de technologies

Transfert

- La technologie transférée est par nature une technologie clé en main, à forte intensité de capital et qui exige l'approvisionnement en matières premières à l'étranger.
- Manque d'informations sur les technologies qui nous permettraient de nous procurer des technologies auprès de sources moins coûteuses.

Développement

- Manque d'investissement dans la recherche-développement par les instituts de recherche indigènes.
- Incapacité d'adopter puis d'adapter les technologies transférées à cause du niveau élevé d'illettrisme.
- Manque d'exercices pratiques au cours du cursus scolaire.

Acquisition

- Manque de financement.
- Incapacité d'acquérir les technologies adaptées à notre environnement économique.

Stratégie nationale

La stratégie nationale comprend:

- la création du Conseil national pour la recherche scientifique afin de mener des recherches sur le développement des technologies et des produits;

- la création du Service consultatif en développement technologique afin de s'occuper de l'adoption et de l'adaptation des technologies pour les petites entreprises.
- g) Besoins d'assistance technique pour atténuer les contraintes au plan de l'offre
- Financement.
 - Assistance pour l'obtention d'informations concernant les marchés.
 - Assistance technique pour la diversification de la base de production.
 - La mise à disposition d'un programme de financement du développement des exportations est cruciale pour la production zambienne destinée à l'exportation.

ECLAIRCISSEMENTS

Partie B

Renseignements concernant l'expérience acquise par la Zambie en matière d'utilisation des projets de la Banque européenne d'investissement, de l'Union européenne et de la Banque mondiale.

Union européenne

Les mécanismes de la Banque européenne d'investissement, gérés par l'intermédiaire de banques commerciales (Barclays Bank, Standard Chartered Bank et Stanbic Bank), offrent des lignes de crédit pour les tranches supérieures des petites et moyennes entreprises (Financement du secteur industriel) et pour diverses moyennes et grandes entreprises. Les cultivateurs de roses sont parmi les bénéficiaires de ce financement. Dans le secteur textile, Swarp Sinning Mills a bénéficié de ces lignes de crédit. Toutefois, une grande partie du secteur privé n'y a pas eu accès parce qu'elle était dans l'impossibilité de se conformer à la prescription concernant la participation, à concurrence de 30 pour cent, et parce que le financement se fait en dollars, ce qui exige un service en dollars et rend donc le prêt onéreux.

Le Programme de développement des exportations: le financement des exportations est actuellement axé sur quatre secteurs d'exportation dont une étude antérieure a démontré qu'ils permettaient le mieux de réaliser l'objectif principal du programme, consistant à doubler les recettes d'exportation dans un délai donné. Ces secteurs sont ceux du café, des textiles de coton, de l'horticulture et de la floriculture, et du tabac, l'assistance étant fournie par l'intermédiaire des principales associations de producteurs dont la liste est la suivante:

Association zambienne des cultivateurs exportateurs
 Association zambienne des cultivateurs de café
 Association zambienne du tabac
 Association des fabricants de produits textiles.

Le crédit accordé à chaque association est limité à un montant fixe compris entre 800 000 et 1 500 000 dollars EU. Les membres de chaque association admis à en bénéficier sont ceux dont les antécédents en matière de remboursement sont bons.

Le Fonds fonctionne généralement de manière satisfaisante, mais des associations autres que celles qui sont mentionnées ci-dessus et capables de produire pour l'exportation ne peuvent pas bénéficier du financement.

L'assistance technique, autre volet de ce programme, a aussi été très utile pour le Conseil des exportations de la Zambie et les associations de producteurs susmentionnés.

Le Conseil des exportations de la Zambie (EBZ) a parrainé des études sectorielles telles que l'étude du secteur des herbes et des épices, l'étude du secteur de la culture des légumes et l'étude du secteur du cuir. Une assistance en formation à la gestion des exportations et en techniques de négociation commerciale a aussi été fournie à l'EBZ. Dans le cadre de la formation en commercialisation à l'exportation, un consultant a été engagé pour analyser les besoins de formation au cours du premier trimestre de l'année 1996 et pour recenser les difficultés rencontrées par les exportateurs existants et nouveaux; un programme initial de six modules de formation a été recommandé. Toutefois, on a observé dans le même temps un certain nombre de difficultés telles que l'incapacité de garantir un nombre suffisant de participants et de choisir avec précision les participants possibles.

D'autres secteurs ont pu bénéficier du soutien du développement du marché régional.

Les secteurs du café, du tabac et de l'horticulture et de la floriculture ont bénéficié de l'aide de consultants dans les domaines des services de vulgarisation, des essais et de l'analyse des essais, et du transport aérien, ainsi que du concours d'agronomes, d'un pédochimiste et d'un spécialiste des cultures, et d'une formation pour les cadres moyens ainsi que de cours mensuels en horticulture.

Banque mondiale Voir partie C b)

PROMOTION DES ECHANGES COMMERCIAUX ET SERVICES DE SOUTIEN

h) Petites et moyennes entreprises

Ces entreprises rencontrent les problèmes suivants pour développer leurs exportations:

- Manque d'informations en matière de commercialisation.
- Incapacité de se conformer aux normes de qualité internationales.
- Manque de financement pour le développement des exportations.
- Incapacité d'acquérir du matériel d'emballage acceptable au plan international, celui-ci n'étant pas produit localement.

i) Problèmes rencontrés pour obtenir des informations fiables et actualisées

Les ressources humaines disponibles pour recueillir et diffuser des informations sur les possibilités d'exportation/importation des entreprises sont très limitées, et on manque de formation intensive en ce qui concerne les concepts et les pratiques du commerce international et de la commercialisation des exportations.

j) Nos entreprises peuvent offrir des produits dont la conception et la qualité sont acceptables au plan international. Toutefois, la plupart d'entre elles ne disposent pas de matériel d'emballage de qualité, celui-ci n'étant pas produit localement.

k) Problèmes anticipés dans le développement des exportations de services

Les principales exportations de services de la Zambie concernent le tourisme et l'électricité.

Tourisme

- i) La commercialisation du tourisme est le fait de l'Office du tourisme zambien (ZNTB). Un problème que celui-ci rencontre est l'insuffisance du budget de commercialisation qui lui est alloué par l'Etat.
- ii) Il n'y a pas de stratégie en matière de tourisme pour orienter la commercialisation.
- iii) Bien que le ZNTB collabore avec le secteur privé dans la commercialisation du tourisme, le secteur privé est trop peu développé et trop petit pour avoir un impact majeur.
- iv) L'infrastructure est insuffisante (transports et communication) et les coûts des services de transport et de télécommunication sont élevés.

Electricité

Les sécheresses récurrentes dont souffre la sous-région perturbent la production d'électricité en Zambie, ce qui a des effets sur l'exportation d'électricité.

1) Problèmes techniques et professionnels rencontrés par les institutions de soutien aux échanges

Problèmes techniques

- i) Les services d'information et de documentation de ces institutions ont besoin d'être rénovés, la plupart étant désuets.
- ii) Les données sur les échanges, en particulier les statistiques, sont insuffisantes et peu fiables; d'importantes différences ont été observées entre les chiffres provenant des différents ministères et départements publics. Cela gêne l'analyse des résultats à l'exportation, ainsi que la prévision des tendances futures du commerce et l'analyse de la politique commerciale. La fourniture de services de soutien aux exportateurs et aux importateurs est donc inadéquate.
- iii) L'insuffisance de financement entrave le bon fonctionnement de ces organismes.
- iv) Il y a peu de dialogue en vue de résoudre le problème, que ce soit entre les exportateurs/importateurs eux-mêmes ou entre les pouvoirs publics et les exportateurs/importateurs.

Problèmes professionnels

- i) L'essentiel du personnel travaillant pour ces institutions manque de compétences en commercialisation des exportations et dans d'autres domaines en rapport avec le commerce international. Ces compétences ne peuvent pas être acquises localement parce qu'aucun collègue ni aucune université du pays ne dispensent un tel enseignement.
- ii) La capacité de réaliser des études de faisabilité en matière de création de maisons de financement à l'exportation et de sociétés de commerce en Zambie fait défaut.

m) Problèmes et inconvénients rencontrés par les entreprises dans leurs achats internationaux et la gestion de leurs stocks

La plupart des entreprises zambiennes sont petites par leur taille et par leur capacité de production. Elles manquent de possibilités pour:

- solliciter des commandes sur les marchés étrangers;
- payer pour faire effectuer des recherches de marchés parmi les marchés d'exportation par des sociétés de services d'exportation;
- désigner des agents dans tous les pays d'exportation;
- supporter les frais afférents à la documentation relative aux appels d'offres, et d'autres frais de courrier;
- payer les commissions et d'autres dépenses;
- payer les primes d'assurance.

n) Disponibilités et carences en matière de facilités de financement des échanges

La Banque européenne d'investissement, par l'intermédiaire de la Barclays Bank, la Stanbic Bank et la Standard Chartered Bank, offre des facilités de financement. Celles-ci concernent les biens d'équipement et non les fonds de roulement. Le promoteur doit se conformer aux prescriptions en matière de participation, à concurrence de 30 pour cent du montant du prêt.

La Banque mondiale, par l'intermédiaire de l'Investment Merchant Bank, la Carvmont et la Development Bank de Zambie, offre des facilités de crédit.

Le deuxième Fonds pour le café de la Banque mondiale permet de bénéficier de prêts pour la création de nouveaux projets d'exportation dans le secteur horticole.

La facilité de financement de l'Union européenne offre un financement afin de résoudre les difficultés de production et de commercialisation des exportations de marchandises zambiennes non traditionnelles telles que les produits de l'horticulture et de la floriculture.

Le Projet zambien d'infrastructure pour la commercialisation et la transformation des produits agricoles (ZAMPIP) finance aussi bien des fonds de roulement que des biens d'équipement à concurrence de 500 000 dollars EU.

Carences signalées:

Les problèmes majeurs associés à ces financements sont les suivants:

- Participation: la plupart des promoteurs ne sont pas capables de se conformer à la prescription en matière de participation, à raison de 30 pour cent, leur permettant d'obtenir ces fonds.
- Risques de change: le remboursement du prêt représente une charge pour l'emprunteur, les paiements se faisant en dollars au taux de change en vigueur.
- Prêts sélectifs: le financement du crédit par les établissements susmentionnés est limité à un nombre restreint de producteurs (seuls ceux dont la production agricole est destinée à l'exportation en ont bénéficié).
- Limitation du montant du prêt, par exemple dans le cadre du ZAMPIP.

o) Problèmes qui se posent pour améliorer les qualifications du personnel chargé de la gestion des exportations/importations

Le problème majeur est le manque de financement pour effectuer des recherches de marchés. La plupart des entreprises ne sont pas en mesure de participer aux foires commerciales internationales.

La Zambie n'offre aucun programme de formation spécialisée en gestion des exportations/importations. La plupart des entreprises n'ont que des connaissances générales en gestion commerciale.

ECLAIRCISSEMENTS

B o) Mise à disposition de formateurs en gestion des exportations/importations en Zambie

Le Conseil des exportations de la Zambie, avec le soutien de l'Union européenne, a mis en place un Programme de formation en gestion des exportations qui a jusqu'ici permis de former des cadres moyens et supérieurs dans le secteur industriel. Les cours donnés portent sur:

- **L'estimation du coût et l'établissement des prix à l'exportation au plan pratique. La promotion des exportations et la participation aux foires commerciales. Les principes et les pratiques en matière de commercialisation des exportations. Le recensement et la sélection des options de distribution, des projets de commercialisation à l'exportation et de la recherche de marchés d'exportation.**
- **Ces cours ont été donnés par des consultants internationaux. En ce moment, des discussions ont lieu pour poursuivre ce programme, et des propositions sont faites en vue de faire appel à un établissement d'enseignement pour donner cette formation.**

p) Services de représentation commerciale

La Zambie n'a qu'une faible représentation commerciale auprès des missions étrangères. Il n'y a que très peu de commissaires commerciaux pour couvrir de nombreux pays. La communication d'informations essentielles concernant les possibilités commerciales s'en trouve retardée.

q) Besoins d'assistance technique en matière de promotion des échanges commerciaux et de services de soutien

- Ressources financières et humaines pour entreprendre des missions commerciales.
- Formation intensive en commercialisation des exportations.

ECLAIRCISSEMENTS

B q) Besoins d'assistance technique de la Zambie dans le domaine de la promotion des échanges commerciaux

Les besoins d'assistance technique de la Zambie ne se limitent pas à la formation de fonctionnaires pour entreprendre des missions commerciales. Les exportateurs ont eux aussi besoin d'une assistance technique.

ACCES AUX MARCHES

- r) - Etant un pays sans littoral, la Zambie doit supporter des frais de transport élevés, ce qui fait que les prix de ses produits d'exportation ne sont pas compétitifs.
- Les mesures non tarifaires comme les règlements et les normes constituent des obstacles majeurs pour les exportateurs zambiens, en particulier les exportateurs de produits agricoles.
- Bien que le Système généralisé de préférences soit utile pour la Zambie, toutes les exportations n'ont pas droit au traitement préférentiel prévu par les schémas SGP.

s) Problèmes ou obstacles spécifiques

La Zambie rencontre des problèmes en ce qui concerne l'accès aux marchés de l'Union douanière d'Afrique australe, dus à l'existence de taux de droits élevés et d'importants obstacles non tarifaires dans les pays membres. Ces pays subventionnent également leurs exportations, qui sont ainsi en concurrence déloyale avec les produits zambiens dans la région.

ECLAIRCISSEMENTS

B s) Initiatives prises par la Zambie afin de débattre de ces questions avec les membres de la SACU

La Zambie a proposé de passer un accord commercial bilatéral avec la SACU concernant un certain nombre de produits d'exportation zambiens. Cette initiative remonte à 1993. A ce jour, il n'y a pas eu d'accord, mais les pays de la SACU ont indiqué que cette proposition avait retenu toute leur attention. Il n'y a encore aucune indication quant à la forme que cet accord bilatéral prendra, bien que la Zambie ait proposé un arrangement non réciproque. Alors que nous voudrions agir dans le domaine de la concurrence déloyale, nous ne l'avons pas encore fait parce que nous éprouvons des difficultés à mettre notre législation nationale en conformité avec les prescriptions de l'OMC, et que des possibilités d'engager une telle action existent dans le cadre de cette organisation. Néanmoins, la Zambie a créé la Commission zambienne de la concurrence qui n'est en activité que depuis quelques mois et pour laquelle nous devons encore recruter le personnel nécessaire.

t) Arrangements commerciaux régionaux et sous-régionaux

La Zambie est membre des arrangements commerciaux régionaux suivants:

- Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC)
- Marché commun de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe (COMESA)

La Convention ACP/UE

Fonctionnement de ces arrangements

Le protocole commercial de la SADC a été signé en août 1996 mais il n'est pas encore entré en vigueur.

Le COMESA travaille en vue de la création d'un marché commun. Au sein de ce groupement, la Zambie bénéficie d'une certaine réduction des droits de douane, mais l'engagement de réduction

tarifaire dans le cadre du COMESA ne tient pas compte de la différence entre les niveaux des droits des pays membres (certains pays ont des niveaux de droits relativement élevés, tandis que ceux d'autres pays sont bas). Le COMESA prévoit que tous les pays membres doivent réduire leurs niveaux de droits d'une même marge au cours d'une même période, quels que soient les niveaux de droits en vigueur.

ACP/UE: En vertu de cet arrangement, la Zambie a bénéficié d'un traitement préférentiel, et elle a aussi bénéficié d'une assistance technique dans le cadre du programme de développement des exportations afin de promouvoir la production de produits non traditionnels destinés à l'exportation.

ECLAIRCISSEMENTS

B t) Résultats et problèmes que la Zambie a rencontrés en participant aux arrangements commerciaux régionaux et sous-régionaux

Le problème majeur lié à la participation aux arrangements commerciaux de la SADC tient au fait que les négociations ont lieu avec des pays tels que l'Afrique du Sud, qui ont la haute main sur les informations et leur analyse. L'Afrique du Sud possède des institutions telles que les TIP qui effectuent toutes les analyses concernant les arrangements commerciaux, alors que des pays comme la Zambie n'en possèdent pas. Je n'ai pas beaucoup à dire sur la mise en oeuvre du protocole commercial de la SADC par la Zambie, puisque ce protocole n'a pas encore été ratifié par la majorité requise des deux tiers.

Suggestions pour améliorer la situation

Comme nous devons encore mettre au point définitivement la liste tarifaire à annexer au protocole commercial de la SADC, la Zambie voudrait accroître les capacités dans toutes les institutions telles que le Ministère du commerce et de l'industrie, le Ministère des finances et du développement économique, l'Administration fiscale zambienne, etc. ou créer un groupe d'experts commerciaux qui pourraient effectuer toutes les recherches et analyses nécessaires puis les communiquer aux institutions concernées.

Dans le cadre du COMESA, la Zambie a rencontré des problèmes liés au fait que certains pays ne répercutent pas les réductions tarifaires; en outre, lorsque nous avons commencé à opérer ces réductions, les niveaux de départ étaient différents. Par ailleurs, la mise en oeuvre du Programme d'ajustement structurel a mené à une libéralisation unilatérale du commerce encore plus grande par la Zambie, bien au-delà de ce qui était prévu par le programme adopté dans le cadre du COMESA. Une partie des suggestions indiquées ci-dessus pourraient également s'appliquer ici. Par exemple, au cours des négociations en cours au sein du COMESA, la Zambie a adopté la position qui veut qu'il y ait réciprocité en termes de taux nominaux appliqués au commerce. Cela n'a pas été le cas, même lorsqu'un membre a retiré des concessions faites dans le cadre du COMESA ou qu'il a procédé aux réductions tarifaires prévues par le COMESA.

- u) Problèmes d'utilisation des systèmes de préférences existant en matière d'accès aux marchés

SGP

Incapacité d'utiliser pleinement les contingents qui nous sont attribués en vertu de cet arrangement à cause des bas niveaux de production.

Pour les produits agricoles, les nombreux cas de maladie des animaux empêchent que les produits zambiens soient admis sur ces marchés.

Manque de mesures adéquates de contrôle de la qualité.

SGPC

La Zambie n'est pas encore membre du SGPC.

ECLAIRCISSEMENTS

B u) Assistance reçue par la Zambie pour l'éradication des maladies animales

Plusieurs projets ont été mis en oeuvre, notamment:

1. Le programme de lutte contre les maladies animales d'Afrique australe. Ce programme, financé par l'Union européenne depuis 1993, s'étend sur cinq ans. Son objectif est la prévention et la lutte contre les principales maladies infectieuses épidémiques du bétail, notamment la fièvre aphteuse et la pleuropneumonie contagieuse des bovins.

L'autre composante majeure de ce projet a été la réalisation d'installations de quarantaine dans les villes frontalières (telles que Chirindu, Livingstone et Luangwa). Une assistance technique est fournie dans le cadre de ce projet.

2. Assistance des Pays-Bas, dans le cadre du Projet de développement de l'élevage dans la province occidentale. Ce projet fournit une assistance pour la lutte contre la pleuropneumonie contagieuse des bovins dans la province occidentale.

3. Le projet de l'Union européenne dénommé "Privatisation des médecins vétérinaires" permet d'accorder des prêts aux médecins vétérinaires pour qu'ils puissent installer leur cabinet et traiter les animaux malades.

4. Programme de lutte régional contre le paludisme et la trypanosomiose sous l'égide de l'Union européenne.

Autres besoins d'assistance

Une assistance technique est demandée afin d'aider ou de faciliter le suivi des informations. Il est nécessaire que les autres pays sachent quelles mesures ont été prises en vue de l'éradication des maladies. Les nombreux cas de certaines maladies susmentionnées ont fait que la Zambie ne peut plus exporter des produits bovins vers le marché de l'Union européenne. Par ailleurs, la plupart sinon tous nos abattoirs ne sont pas conformes aux normes de l'Union européenne. Une assistance pourrait donc aussi être fournie dans ce domaine.

v) Assistance technique en matière d'accès aux marchés

- Acquisition de compétences en matière de négociation afin de pouvoir participer effectivement aux négociations commerciales.
- Acquisition d'informations actualisées concernant les besoins et les tendances des marchés des pays développés.

- Consultation de spécialistes et assistance financière pour rechercher des marchés ou pour effectuer des missions et participer aux foires commerciales.

C. ASSISTANCE TECHNIQUE

a) Assistance technique liée au commerce reçue au cours des cinq dernières années:

- Consultants pour aider à l'organisation d'ateliers sur des questions relatives à l'OMC.
- Consultants pour les négociations commerciales, en particulier pour les négociations dans le cadre de la SADC et les négociations commerciales bilatérales.
- Participation au stage de politique commerciale organisé par l'OMC.
- Modernisation de l'office de la propriété intellectuelle.

b) Résumé des besoins d'assistance technique par ordre de priorité:

1. Développement des ressources humaines:

- Formation à tous les niveaux des fonctionnaires publics et de ceux qui sont directement concernés par les questions de l'OMC afin qu'ils puissent comprendre, interpréter correctement et mettre en oeuvre les dispositions de l'OMC.
- Acquisition de compétences en matière de négociation.
- Formation intensive en commercialisation des exportations.
- Assistance pour sensibiliser le secteur privé.

2. Réformes législatives:

Assistance pour procéder aux réformes législatives.

3. Acquisition de matériel:

Acquisition de matériel par les Ministères afin de disposer des informations concernant les possibilités commerciales et le développement technologique.

4. Accès aux informations concernant les marchés et les technologies.

5. Création de laboratoires d'essai en matière de normes.

c) Assistance technique pour la fourniture des informations manquantes

d) Capacités technologiques et ressources humaines

Le développement des capacités technologiques et des ressources humaines pour l'accès et l'utilisation des informations sur Internet ou CD-ROM est très limité.

Très peu d'institutions ont les ressources nécessaires pour acquérir l'équipement nécessaire à l'accès à Internet.

L'assistance qui pourrait être demandée dans ce domaine pourrait comprendre:

Des ressources financières pour l'acquisition de l'équipement nécessaire et une formation à l'utilisation de cet équipement.

ECLAIRCISSEMENTS

C b) Assistance technique liée au commerce fournie par des sources multilatérales

1. Département d'information commerciale du Conseil des exportations de la Zambie

Au cours des cinq dernières années, le département a bénéficié de l'assistance technique d'une institution multilatérale, l'Union européenne. L'assistance technique de l'Union européenne a permis au département d'établir un site commercial. L'assistance a fourni divers équipements, la connexion à Internet et la formation du personnel à l'utilisation du réseau informatique.

2. Programme de développement et de promotion en matière de commerce du COMESA

Le programme ne bénéficie d'aucune assistance technique, que ce soit d'une source bilatérale ou d'une source multilatérale. Mais il bénéficie de l'assistance financière du PNUD, et des gouvernements des Pays-Bas et de la Belgique. L'agent d'exécution du programme est le CCI, tandis que l'agent de mise en oeuvre est le COMESA.

Le programme offre une assistance technique liée au commerce aux Etats membres du COMESA. La Zambie a bénéficié de quelques services fournis par le programme tels que:

- recherche de marchés;
- évaluation de l'offre et de la demande de quelques produits dans la région;
- promotion des contacts (réunions des acheteurs et des vendeurs);
- recensement des possibilités d'investissement;
- assistance aux entrepreneurs en matière de commercialisation dans la région du COMESA;
- organisation de missions de commercialisation pour les sociétés;
- mise en place et utilisation du réseau d'information commerciale (TINET) dans les sociétés qui exportent ou importent dans le cadre du COMESA. TINET est un système informatisé;
- fourniture d'une assistance aux organisations professionnelles telles que les chambres de commerce et d'industrie en matière de recensement des possibilités d'investissement.

3. Le programme de développement européen

Dans le cadre de ce programme, l'assistance technique est fournie par l'intermédiaire du Conseil des exportations de la Zambie aux producteurs de produits textiles, de café, de tabac, et de produits horticoles et floricoles destinés à l'exportation. Bien qu'il s'agisse principalement d'une assistance financière, le financement avant expédition est également assuré.

4. L'assistance de la Banque mondiale

Au cours des cinq dernières années, la Banque mondiale, par l'intermédiaire du Conseil des exportations de la Zambie, a fourni de trois manières différentes une assistance liée au commerce aux exportateurs zambiens. Cette assistance comprend le développement des ressources humaines dans le classement des produits forestiers destinés à l'exportation,

l'utilisation de méthodes de production visant une exploitation durable des ressources en bois, et la préparation et le traitement des pierres gemmes avant l'exportation.

Un autre programme, dénommé Projet de développement commercial, est en cours d'étude par la Banque mondiale. Il vise à augmenter la capacité d'offre des industries zambiennes.

5. Programme de développement du secteur privé du PNUD

Ce programme a deux volets. Il englobe le développement du commerce et le développement des petites et moyennes entreprises. Au plan commercial, le programme cherche à donner sur place des capacités pour élaborer, promouvoir et coordonner la politique commerciale en Zambie ainsi qu'à développer les compétences en matière de politique commerciale. Il a été tenté d'établir un système et une base de données permettant d'effectuer les analyses nécessaires. Les agents clés du secteur privé tels que l'Office national de normalisation ont été la cible de ce programme qui vise à leur permettre d'acquérir les capacités suffisantes pour la mise en oeuvre de programmes de développement pour les petites et moyennes entreprises, afin que celles-ci puissent offrir des produits compétitifs destinés au marché intérieur ainsi qu'aux marchés d'exportation.

Assistance technique liée au commerce fournie par des sources bilatérales

Le Ministère du commerce et de l'industrie, en tant qu'organe chargé d'élaborer la politique commerciale de la Zambie, a bénéficié de l'assistance technique de l'Allemagne pour:

- préparer les réunions/négociations bilatérales sur des questions commerciales entre la Zambie et ses voisins, et fournir une aide en matière d'accords commerciaux régionaux.**
- déterminer quel est le taux effectif de protection en Zambie (bien que cela n'ait pas été bien exécuté).**
- rendre le document concernant la politique commerciale opérationnel au moyen du Plan d'action nationale.**
- donner au personnel professionnel du Ministère les capacités nécessaires pour l'acquisition de compétences en matière d'analyse commerciale.**

Réponse intégrée

Besoins d'assistance technique identifiés dans le questionnaire	Organisation	Réponse
<p>En réponse à la question A k):</p> <p><u>Assistance technique requise pour pouvoir se conformer aux Accords de l'OMC</u></p> <p>1. Réformes législatives - détermination des domaines où des modifications doivent être apportées à la législation et où une nouvelle législation doit être élaborée</p>		
	FMI	Renforcer le système d'évaluation en douane et le rendre compatible avec les prescriptions de l'OMC (Code de l'évaluation en douane du GATT). 1998 (Engagement de principe). Voir aussi la réponse A 1).
	OMC	Une aide sera accordée en vue d'élaborer/adapter la législation destinée à mettre en oeuvre les Accords de l'OMC. Voir aussi la réponse A 1). Mise en oeuvre entre 1998 et 2000.
2. Sensibilisation du public au moyen d'ateliers et de séminaires		
	PNUD/ CNUCED (OMPI)	Un atelier régional qui sera organisé dans la région du COMESA permettra de former des fonctionnaires et des représentants du secteur privé et des ONG à l'élaboration de politiques et de règlements au titre des règles de l'OMC.
	OMC	Des séminaires nationaux sur le système de l'OMC seront organisés en 1998 à l'intention de certains PMA, y compris la Zambie.

Besoins d'assistance technique identifiés dans le questionnaire	Organisation	Réponse
En réponse à la question A k) (suite):		
3. Formation de fonctionnaires s'occupant directement de questions relatives à l'OMC, d'agents des douanes et de policiers dans le domaine de l'application de la législation	CNUCED	Des ateliers et des séminaires seront organisés dans le but d'appuyer directement le processus de négociation de l'OMC.*
	Banque mondiale/ OMC	Il est prévu d'organiser un séminaire sous-régional sur l'économie et les institutions du commerce international du 17 au 22 novembre 1997. Le gouvernement zambien sera invité à y envoyer des fonctionnaires.
	OMC	Des séminaires et/ou des ateliers régionaux spécialisés sur les dispositions des Accords de l'OMC seront organisés en 1998 et en 1999 dans des pays moins avancés de l'Afrique anglophone. Un stage de politique commerciale (mettant l'accent sur les notifications) d'une durée de trois semaines sera organisé en 1998 et en 1999 à l'intention des pays les moins avancés de l'Afrique anglophone (y compris la Zambie).
4. Création d'une banque de données	PNUD	Cela s'inscrit dans le cadre des entretiens qu'ont actuellement l'organisation et le gouvernement en matière de politiques; les moyens de fournir des programmes/activités opérationnelles seront examinés.
	Banque mondiale/ CNUCED	Les systèmes SMART et TARS peuvent être installés. Des améliorations seront apportées aux systèmes en 1998-1999.

*Financement demandé.

Besoins d'assistance technique identifiés dans le questionnaire	Organisation	Réponse
<p>En réponse à la question A k) (suite):</p> <p>5. Assistance requise en vue de comprendre et d'interpréter les dispositions des Accords de l'OMC</p>	CNUCED	Une aide sera fournie sous forme d'études et d'ateliers pour évaluer l'incidence globale de la mondialisation sur la Zambie, de manière à faciliter l'adaptation des politiques aux divers Accords de l'OMC ainsi qu'à permettre au pays de maximaliser les retombées des nouveaux débouchés commerciaux.*
	PNUD	Cela s'inscrit dans le cadre des entretiens qu'ont actuellement l'organisation et le gouvernement en matière de politique; les moyens de fournir des programmes/ activités opérationnelles seront examinés.
	Banque mondiale	Il sera dans une certaine mesure répondu à cette question au point A k) 3 ci-dessus.
	OMC	Veuillez vous reporter aux réponses A k) 2 et A k) 3. Voir également la réponse A l) ci-après.

*Financement demandé.

Besoins d'assistance technique identifiés dans le questionnaire	Organisation	Réponse
<p>En réponse à la question A 1):</p> <p><u>Besoins spécifiques d'assistance technique:</u></p> <p>Evaluation en douane: réforme de la législation</p>		
	FMI	<p>1) Analyser et mettre à jour la législation et la réglementation douanières afin de les rendre compatibles avec les normes et les conventions internationales et d'assurer une perception efficace des recettes.</p> <p>2) Rationaliser les tarifs et coordonner leur fonctionnement avec celui de la fiscalité indirecte.</p>
	CNUCED	Le projet de système automatique de traitement des données douanières permettra de procéder à l'examen des opérations douanières, y compris à leur modernisation.
	Banque mondiale/ OMC	Il sera envisagé d'établir un lien Internet avec l'OMD dans le contexte de la création d'un site Web conjoint de la Banque mondiale et de l'OMC.
	OMC	Une aide sera fournie durant la période 1998-2000 en vue de rendre la législation sur l'évaluation en douane compatible avec les dispositions de l'Accord de l'OMC sur l'évaluation en douane.
OTC: création d'un laboratoire d'essai et d'un centre de documentation	Banque mondiale	<p>Détermination et application d'un système de normes approprié et exploitable durant la période 1997-2000. L'assistance à ce titre consistera à:</p> <p>a) évaluer les besoins de la Zambie;</p> <p>b) concevoir des programmes pour l'installation de systèmes appropriés, y compris, au besoin, une aide pour l'élaboration de la législation et de la réglementation, et la formation du personnel.</p>

Besoins d'assistance technique identifiés dans le questionnaire	Organisation	Réponse
<p>En réponse à la question A 1) (suite):</p> <p>SPS: réforme de la législation et création de services d'inspection des importations et des exportations de produits alimentaires</p>	Banque mondiale	<p>Détermination et application d'un système de normes approprié et exploitable durant la période 1997-2000. L'assistance à ce titre consistera à:</p> <p>a) évaluer les besoins de la Zambie;</p> <p>b) concevoir des programmes pour l'installation de systèmes appropriés, y compris, au besoin, une aide pour l'élaboration de la législation et de la réglementation, et la formation du personnel.</p>
<p>Accès aux marchés: évaluation des tendances de la production et des renseignements sur les marchés, négociations commerciales et services de consultation de spécialistes, et aide financière pour la réalisation d'études de marché ou l'envoi de missions commerciales et la participation à des foires commerciales</p>	CCI	<p>Une assistance sera fournie durant la période 1997-1999 pour la collecte d'informations commerciales, la réalisation d'études de marché et l'envoi de missions commerciales, en particulier dans le cas des produits alimentaires et des boissons, des produits agro-industriels et des produits en cuir. Cette aide comprendra la participation des entreprises à des rencontres entre acheteurs et vendeurs, la préparation d'études de marché et l'organisation de séminaires pour la diffusion des renseignements.</p>
	CNUCED	<p>Une aide continuera d'être accordée au moyen du CD-ROM TRAINS.</p> <p>Un aide à l'utilisation du CD-ROM TRAINS sera fournie.*</p>
	CNUCED/ CCI	<p>Un point commercial a été mis sur pied dans le bâtiment du Trésor, à Lusaka.</p> <p>Une analyse de son fonctionnement et de son éventuelle amélioration sera entreprise.*</p>

*Financement demandé.

Besoins d'assistance technique identifiés dans le questionnaire	Organisation	Réponse
En réponse à la question A 1) (suite):	CNUCED	Une aide sera fournie en vue de promouvoir l'augmentation et la diversification des exportations de la Zambie, d'accroître l'utilisation du SGP et de faire mieux connaître aux fonctionnaires et aux responsables du secteur privé les lois commerciales régissant les conditions d'accès aux marchés dans les principaux pays qui accordent des préférences (missions d'assistance-conseil et ateliers).*
	Banque mondiale	Les crédits au développement des entreprises aident celles-ci à acquérir de telles compétences. La Banque mondiale accordera, au besoin, une aide pour l'obtention de tels crédits.
Accord sur l'agriculture: formation de fonctionnaires s'occupant de questions en rapport avec l'Accord afin de veiller à la compatibilité des obligations de notification	CNUCED	Veillez vous reporter aux réponses A k) 3 et A k) 5.
	Banque mondiale/ OMC	Il sera dans une certaine mesure répondu à cette question au point A k) 3 ci-dessus.
	OMC	Veillez vous reporter aux réponses A k) 2 et A k) 3.
ADPIC: - formation intensive aux droits de propriété intellectuelle à l'intention du corps universitaire, des agents des douanes, des magistrats, des policiers et d'autres fonctionnaires s'occupant des droits de propriété intellectuelle	CNUCED	Veillez vous reporter aux réponses A k) 3 et A k) 5.
	PNUD	Veillez vous reporter à la réponse A k) 2.

*Financement demandé.

Besoins d'assistance technique identifiés dans le questionnaire	Organisation	Réponse
En réponse à la question A 1) (suite):	OMC	Une aide sera accordée à la Zambie conformément à l'Accord de coopération conclu entre l'OMPI et l'OMC qui prévoit que l'OMPI fournira une aide juridique et technique pour les questions se rapportant à la mise en oeuvre de l'Accord sur les ADPIC.
- assistance concernant les moyens de faire respecter les droits de propriété intellectuelle	OMC	Idem que ci-dessus.
- acquisition de matériel moderne afin de détecter les marchandises qui portent atteinte à des droits		
- réforme de la législation	OMC	Idem que ci-dessus.
Droits antidumping et compensateurs: une formation est requise pour la réalisation d'enquêtes sur les pratiques commerciales déloyales, pour l'élaboration d'une législation sur les droits antidumping et pour la modification de la législation sur les mesures compensatoires	Banque mondiale/ OMC	Il sera dans une certaine mesure répondu à cette question au point A k) 3 ci-dessus.
	OMC	Une aide sera fournie à la Zambie durant la période 1998-1999; elle consistera à: a) évaluer les besoins du pays en matière d'éventuelles mesures commerciales correctives; et b) à la lumière de cette évaluation, une assistance technique sera fournie pour: i) l'élaboration d'une législation nationale; ii) la mise sur pied d'un système national de mesures commerciales correctives; iii) la formation du personnel de l'administration nationale responsable de l'application du système de mesures commerciales correctives.
Mesures de sauvegarde: élaboration d'une législation sur les mesures de sauvegarde	Banque mondiale	Il sera dans une certaine mesure répondu à cette question au point A k) 3 ci-dessus.
	OMC	Idem que ci-dessus.

Besoins d'assistance technique identifiés dans le questionnaire	Organisation	Réponse
<p>En réponse à la question A m):</p> <p><u>Evaluation des capacités actuelles en matière d'analyse commerciale et de négociations</u></p> <p>L'analyse de la politique commerciale n'a rien d'impressionnant en raison du manque de renseignements vitaux sur les marchés. Il n'y a aucune documentation appropriée ni mise à jour des questions liées au commerce. Les établissements d'enseignement effectuent très peu de travaux de recherche sur les aspects pratiques des questions de politique commerciale</p>	PNUD/ CNUCED/ CCI	Durant la période 1997-2000, la Zambie tirera avantage du Programme de renforcement des capacités en matière de commerce et de développement qui a pour objet de renforcer les capacités des institutions responsables de la formulation de la politique commerciale, y compris de la réalisation d'études sectorielles nationales et sous-régionales (agriculture, textile, vêtements et ressources naturelles) destinées à améliorer les capacités d'analyse et de formulation des politiques commerciales du gouvernement.
	CNUCED	Outre ce qui précède, le PNUD fournira des conseils et une aide pour renforcer les capacités d'analyse et de négociations de la Zambie.*
	OMC	Durant la période 1998-1999, dans le cadre du suivi de l'examen de la politique commerciale de la Zambie qui a été effectué en 1996, le Secrétariat de l'OMC aidera les autorités zambiennes à évaluer leurs besoins en analyse et études de la politique commerciale, ou à déterminer dans quelles institutions pourrait s'effectuer une telle analyse.
La capacité de négociations n'a elle non plus rien d'impressionnant en raison du manque de formation professionnelle aux techniques de négociation		

*Financement demandé.

Besoins d'assistance technique identifiés dans le questionnaire	Organisation	Réponse
En réponse à la question A m) (suite):	PNUD/ CNUCED/ CCI	Dans le cadre du Programme de renforcement des capacités, la formation de formateurs aidera "les institutions dûment habilitées" à appuyer les fonctionnaires et les entrepreneurs du secteur privé à mener des négociations commerciales et à pénétrer des marchés étrangers.*
	OMC	Un stage de politique commerciale d'une durée de trois semaines (voir A k)) consistera en une formation générale visant à améliorer les techniques de négociation en prévision de la participation aux négociations commerciales multilatérales.

*Financement demandé.

Besoins d'assistance technique identifiés dans le questionnaire	Organisation	Réponse
<p>En réponse à la question B g):</p> <p><u>Besoins d'assistance technique pour atténuer les contraintes au plan de l'offre</u></p> <p>1. Financement des investissements</p>	CNUCED	Une assistance sera fournie à la Zambie pour examiner son Code d'investissement afin d'en adapter les dispositions aux régimes et climats d'investissement les plus récents de manière à attirer de plus en plus de capitaux et de soutien étrangers pour assurer le développement des entreprises.*
2. Assistance en matière de renseignements sur les marchés	CCI/PNUD	Veillez vous reporter à la question A l). En outre, un soutien aux renseignements commerciaux sera assuré dans le cadre du programme du COMESA. Des renseignements sur les prix et tendances actuels du marché international des produits horticoles seront fournis par le Service d'information sur les marchés.
	Banque mondiale	Les crédits au développement des entreprises aident celles-ci à obtenir des renseignements sur les marchés. La Banque mondiale accordera, au besoin, une aide pour l'obtention de tels crédits.
	CNUCED	Veillez vous reporter à la réponse A l).
	PNUD (UNOPS - BINU)	Un atelier sera organisé pour apprendre à se servir d'Internet pour recueillir des informations sur les marchés.*
3. Assistance technique afin de diversifier la base des exportations	CCI	Veillez vous reporter à la réponse A l), en ce qui concerne plus particulièrement les produits agro-industriels et les produits en cuir.
	CNUCED	Une aide sera accordée à la Zambie pour qu'elle puisse développer son secteur des services et améliorer son potentiel de commerce des services (1998).*
	PNUD	Le projet régional des technologies alimentaires continuera de réaliser des études sous-sectorielles.

*Financement demandé.

Besoins d'assistance technique identifiés dans le questionnaire	Organisation	Réponse
En réponse à la question B g) (suite):	Banque mondiale	<p>La Banque cherche actuellement à trouver en Zambie des projets ayant les objectifs suivants:</p> <p><u>Commercialisation et transformation des produits agricoles, généralités:</u> ayant rapport avec les considérations environnementales, la privatisation, la commercialisation, la revitalisation des petites exploitations, la répartition des intrants.</p> <p><u>Exploitation minière:</u> ouverture du secteur aux investisseurs privés, diversification, amélioration de l'efficacité des opérations.</p>
4. L'existence de mécanismes de financement du développement des exportations est indispensable à l'expansion des produits d'exportation de la Zambie	CCI	En 1998, un guide sur le financement commercial intitulé "Comment s'adresser aux banques" sera distribué et un séminaire s'y rapportant sera organisé.
	Banque mondiale	Le programme de subventions et de crédits de contrepartie à l'intention des entreprises contribue à l'augmentation des produits d'exportation. (Le programme vient en aide aux entreprises rentables, qu'elles soient tournées vers l'exportation ou le marché intérieur.) La Banque mondiale accordera, au besoin, une aide pour l'obtention de tels crédits.

Besoins d'assistance technique identifiés dans le questionnaire	Organisation	Réponse
En réponse à la question B q): <u>Besoins d'assistance technique en matière de promotion des échanges commerciaux et de services de soutien</u>		
1. Ressources financières et humaines pour effectuer des missions commerciales	CCI	Veillez vous reporter à la réponse A l). Un certain soutien additionnel sera accordé au titre du Programme de développement commercial du COMESA.
2. Formation intensive à la commercialisation des exportations	CCI	Veillez vous reporter à la question A m). En outre, des ateliers sur la commercialisation des exportations de certains produits seront organisés dans le cadre de projets régionaux en cours pour l'Afrique.*
	CNUCED	Le programme TRAINFORTRADE apportera une aide en la matière.*
	Banque mondiale	Les crédits au développement des entreprises aident celles-ci à acquérir de telles compétences. La Banque mondiale accordera, au besoin, une aide pour l'obtention de tels crédits.

*Financement demandé.

Besoins d'assistance technique identifiés dans le questionnaire	Organisation	Réponse
En réponse à la question B v): <u>Besoins d'assistance technique en matière d'accès aux marchés</u>		
1. Acquisition de techniques de négociation afin de pouvoir participer efficacement aux négociations commerciales	CCI	Veillez vous reporter à la question A m).
	CNUCED	Veillez vous reporter à la question A m).
	PNUD	Veillez vous reporter à la question A m).
	OMC	Veillez vous reporter à la question A m).
2. Obtention d'informations récentes sur les besoins et tendances des marchés dans les pays développés	CCI	Veillez vous reporter aux réponses A l), A m) et B g).
	CNUCED	Veillez vous reporter aux réponses A l), A m) et B g) 2.
	PNUD	Veillez vous reporter aux réponses A m) et B g) 2.
	Banque mondiale	Veillez vous reporter à la réponse B g) 2.
3. Services de consultation de spécialistes et aide financière pour la réalisation d'études de marché ou l'envoi de missions commerciales ou la participation à des foires commerciales	CCI	Veillez vous reporter aux réponses A l) et B q).
	PNUD	Veillez vous reporter à la réponse B g) 2.

Besoins d'assistance technique identifiés dans le questionnaire	Organisation	Réponse
En réponse à la question C b): <u>Résumé des besoins d'assistance technique par ordre de priorité</u>		
1. Développement des ressources humaines		
- formation à tous les niveaux de fonctionnaires et de personnes s'occupant directement de questions relatives à l'OMC afin de les aider à comprendre et à interpréter et appliquer efficacement les dispositions des Accords de l'OMC	CNUCED	Des ateliers et des séminaires seront organisés dans le but d'appuyer directement le processus de négociation de l'OMC.*
		Des séminaires nationaux sur le système de l'OMC seront organisés en 1998 à l'intention de certains PMA, y compris la Zambie. (Avec la collaboration de la Banque mondiale.) Il est prévu d'organiser un séminaire sous-régional sur l'économie et les institutions du commerce international du 17 au 22 novembre 1997. Le gouvernement zambien sera invité à y envoyer des fonctionnaires. Des séminaires et/ou des ateliers régionaux spécialisés sur les dispositions des Accords de l'OMC seront organisés en 1998 et en 1999 en Afrique de l'Est/du Sud. Un stage de politique commerciale (mettant l'accent sur les notifications) d'une durée de trois semaines sera organisé en 1998 et en 1999 à l'intention des pays les moins avancés de l'Afrique anglophone (y compris la Zambie). Ce stage consistera en une formation générale visant à améliorer les techniques de négociation en prévision de la participation aux négociations commerciales multilatérales.

*Financement demandé.

Besoins d'assistance technique identifiés dans le questionnaire	Organisation	Réponse
En réponse à la question C b) (suite):	OMC	<p>En ce qui concerne l'évaluation en douane, il sera envisagé d'établir un lien Internet avec l'OMD dans le contexte de la création d'un site Web conjoint de la Banque mondiale et de l'OMC.</p> <p>Une aide sera fournie durant la période 1998-2000 en vue de rendre la législation sur l'évaluation en douane compatible avec les dispositions de l'Accord de l'OMC sur l'évaluation en douane.</p> <p>De même, une aide sera accordée à la Zambie conformément à l'Accord de coopération conclu entre l'OMPI et l'OMC qui prévoit que l'OMPI fournira une aide juridique et technique pour les questions se rapportant à la mise en oeuvre de l'Accord sur les ADPIC.</p> <p>En ce qui concerne les droits antidumping et compensateurs, ainsi que les mesures de sauvegarde, une aide sera fournie durant la période 1998-2000, et elle comprendra, entre autres choses, la formation du personnel de l'administration nationale responsable de l'application du système de mesures commerciales correctives.</p>
- acquisition de techniques de négociation	PNUD/ CNUCED/ CCI	Durant la période 1997-2000, la Zambie tirera avantage du Programme de renforcement des capacités en matière de commerce et de développement, qui a pour objet de renforcer les capacités des institutions responsables de la formulation des politiques commerciales, y compris de la réalisation d'études sectorielles nationales et sous-régionales (agriculture, textile, vêtements et ressources naturelles) destinées à améliorer les capacités d'analyse et de formulation des politiques commerciales du gouvernement.

Besoins d'assistance technique identifiés dans le questionnaire	Organisation	Réponse
En réponse à la question C b) (suite):		Dans le cadre du même programme, la formation de formateurs aidera "les institutions dûment habilitées" à appuyer les fonctionnaires et les entrepreneurs du secteur privé à mener des négociations commerciales et à pénétrer des marchés étrangers.
	CCI	Un soutien sera accordé au titre du Programme de développement commercial du COMESA. En outre, des ateliers sur la commercialisation des exportations de certains produits seront organisés dans le cadre de projets régionaux en cours pour l'Afrique.*
	OMC	Durant la période 1998-1999, dans le cadre du suivi de l'examen de la politique commerciale de la Zambie qui a été effectué en 1996, le Secrétariat de l'OMC aidera les autorités zambiennes à évaluer leurs besoins en analyse et études de la politique commerciale, ou à déterminer dans quelles institutions pourrait s'effectuer une telle analyse.
	CNUCED	Des ateliers et des séminaires seront organisés dans le but d'appuyer directement le processus de négociation de l'OMC.*

*Financement demandé.

Besoins d'assistance technique identifiés dans le questionnaire	Organisation	Réponse
<p>En réponse à la question C b) (suite):</p> <ul style="list-style-type: none"> - Formation intensive à la commercialisation des exportations 	PNUD/ CNUCED/ CCI	<p>Durant la période 1997-2000, la Zambie tirera avantage du Programme de renforcement des capacités en matière de commerce et de développement, qui a pour objet de renforcer les capacités des institutions responsables de la formulation des politiques commerciales, y compris de la réalisation d'études sectorielles nationales et sous-régionales (agriculture, textile, vêtements et ressources naturelles) destinées à améliorer les capacités d'analyse et de formulation des politiques commerciales du gouvernement.</p> <p>Dans le cadre du même programme, la formation de formateurs aidera "les institutions dûment habilitées" à appuyer les fonctionnaires et les entrepreneurs du secteur privé à mener des négociations commerciales et à pénétrer des marchés étrangers.*</p>
	CCI	Un soutien sera accordé au titre du Programme de développement commercial du COMESA. En outre, des ateliers sur la commercialisation des exportations de certains produits seront organisés dans le cadre de projets régionaux en cours pour l'Afrique.*
	CNUCED	Le programme TRAINFORTRADE apportera une aide en la matière.*
	Banque mondiale	Les crédits au développement des entreprises aident celles-ci à acquérir de telles compétences. La Banque mondiale accordera, au besoin, une aide pour l'obtention de tels crédits.

*Financement demandé.

Besoins d'assistance technique identifiés dans le questionnaire	Organisation	Réponse
<p>En réponse à la question C b) (suite):</p> <ul style="list-style-type: none"> - assistance pour informer le secteur privé 	CCI	Une assistance sera fournie durant la période 1997-1999 pour la collecte d'informations commerciales, la réalisation d'études de marché et l'envoi de missions commerciales, en particulier dans le cas des produits alimentaires et des boissons, des produits agro-industriels et des produits en cuir. Cette aide comprendra la participation des entreprises à des rencontres entre acheteurs et vendeurs, la préparation d'études de marché et l'organisation de séminaires pour la diffusion des renseignements.
	CNUCED/CCI	<p>Un point commercial a été mis sur pied dans le bâtiment du Trésor, à Lusaka.</p> <p>Une analyse de son fonctionnement et de son éventuelle amélioration sera entreprise.*</p>
	CCI/PNUD	Un soutien aux renseignements commerciaux sera assuré dans le cadre du programme du COMESA. Des renseignements sur les prix et tendances actuels du marché international des produits horticoles seront fournis par le Service d'information sur les marchés.
	CCI	En 1998, un guide sur le financement commercial intitulé "Comment s'adresser aux banques" sera distribué et un séminaire s'y rapportant sera organisé.

*Financement demandé.

Besoins d'assistance technique identifiés dans le questionnaire	Organisation	Réponse
En réponse à la question C b) (suite):		
2. Réforme de la législation		
- assistance pour entreprendre des réformes législatives		
	FMI	<p>Renforcer le système d'évaluation en douane et le rendre compatible avec les prescriptions de l'OMC (Code de l'évaluation en douane du GATT). 1998 (Engagement de principe).</p> <ul style="list-style-type: none"> - Analyser et mettre à jour la législation et la réglementation douanières afin de les rendre compatibles avec les normes et les conventions internationales et d'assurer une perception efficace des recettes. - Rationaliser les tarifs et coordonner leur fonctionnement avec celui de la fiscalité indirecte.
	OMC	<p>Une aide sera accordée en vue d'élaborer/adapter la législation destinée à mettre en oeuvre les Accords de l'OMC. Mise en oeuvre entre 1998 et 2000.</p> <p><u>Evaluation en douane</u>: Une aide sera fournie durant la période 1998-2000 en vue de rendre la législation sur l'évaluation en douane compatible avec les dispositions de l'Accord de l'OMC sur l'évaluation en douane.</p> <p><u>ADPIC</u>: Une aide sera accordée à la Zambie conformément à l'Accord de coopération conclu entre l'OMPI et l'OMC qui prévoit que l'OMPI fournira une aide juridique et technique pour les questions se rapportant à la mise en oeuvre de l'Accord sur les ADPIC.</p>

Besoins d'assistance technique identifiés dans le questionnaire	Organisation	Réponse
En réponse à la question C b) (suite):	OMC	<p><u>Droits antidumping, subventions et mesures de sauvegarde</u>: Une aide sera fournie à la Zambie durant la période 1998-2000; elle consistera à: a) évaluer les besoins du pays en matière d'éventuelles mesures commerciales correctives; et b) à la lumière de cette évaluation, une assistance technique sera fournie pour:</p> <ul style="list-style-type: none"> i) l'élaboration d'une législation nationale; ii) la mise sur pied d'un système national de mesures commerciales correctives; iii) la formation du personnel de l'administration nationale responsable de l'application du système de mesures commerciales correctives.
3. Acquisition de matériel par les ministères afin de pouvoir obtenir de l'information sur les débouchés et le développement technologique	Banque mondiale	Les crédits au développement des entreprises aident celles-ci à acquérir de telles compétences. La Banque mondiale accordera, au besoin, une aide pour l'obtention de tels crédits.
4. Accès aux renseignements concernant tant les marchés que les technologies	CCI	Une assistance sera fournie durant la période 1997-1999 pour la collecte d'informations commerciales, la réalisation d'études de marché et l'envoi de missions commerciales, en particulier dans le cas des produits alimentaires et des boissons, des produits agro-industriels et des produits en cuir. Cette aide comprendra la participation des entreprises à des rencontres entre acheteurs et vendeurs, la préparation d'études de marchés et l'organisation de séminaires pour la diffusion des renseignements.*
	CNUCED/ CCI	<p>Un point commercial a été mis sur pied dans le bâtiment du Trésor, à Lusaka.</p> <p>Une analyse de son fonctionnement et de son éventuelle amélioration sera entreprise.*</p>

*Financement demandé.

Besoins d'assistance technique identifiés dans le questionnaire	Organisation	Réponse
En réponse à la question C b) (suite):	CCI/PNUD	Un soutien aux renseignements commerciaux sera assuré dans le cadre du programme du COMESA. Des renseignements sur les prix et tendances actuels du marché international des produits horticoles seront fournis par le Service d'information sur les marchés.
	PNUD (UNOPS - BINU)	Un atelier sera organisé pour apprendre à se servir d'Internet pour recueillir des informations sur les marchés.*
5. Création de laboratoires d'essai pour les normes	Banque mondiale	Détermination et application d'un système de normes approprié et exploitable durant la période 1997-2000. L'assistance à ce titre consistera à: a) évaluer les besoins de la Zambie; b) concevoir des programmes pour l'installation des systèmes appropriés, y compris, au besoin, une aide pour l'élaboration de la législation et de la réglementation, et la formation du personnel.

*Financement demandé.

Besoins d'assistance technique identifiés dans le questionnaire	Organisation	Réponse
<p>En réponse à la question C d):</p> <p><u>Assistance technique requise dans le secteur des technologies de l'information, y compris en matière de formation des ressources humaines</u></p>		
<p>Le développement des capacités technologiques et des ressources humaines nécessaires pour obtenir et utiliser de l'information sur Internet ou sur CD-ROM est très limité.</p> <p>Très peu d'institutions disposent des ressources voulues pour acquérir le matériel requis pour avoir accès à Internet. A titre d'assistance en la matière, des ressources financières seraient requises pour acquérir le matériel nécessaire ainsi qu'une formation pour apprendre à utiliser un tel matériel.</p>	CNUCED	<p>Les programmes TRAINFORTRADE et Tradepoint apporteront une aide en la matière.*</p> <p>Des services Internet seront créés à titre d'outil de développement et de moyen de renforcer le développement économique et social.*</p> <p>Des services Internet seront créés à titre d'outil de développement et de moyen de renforcer le développement économique et social.*</p>
	Banque mondiale	<p>Les crédits au développement des entreprises aident celles-ci à acquérir de telles compétences. La Banque mondiale accordera, au besoin, une aide pour l'obtention de tels crédits.</p>
	OMC	<p>L'OMC fournira un ordinateur au point central situé au Ministère du commerce pour les questions relatives à l'OMC. Un lien sera établi avec Internet. Une formation sur l'accès à Internet et sur l'utilisation de ses ressources et des CD-ROM sera offerte au point central de la Zambie pour les questions relatives à l'OMC (1998).</p>

*Financement demandé.